ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 8 mars 1972, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux budgets, aux comptes et aux dépenses obligatoires des agglomérations et des fédérations de communes", a donné le 15 mars 1972 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 8e maart 1972 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de begrotingen, de rekeningen en de verplichte uitgaven van de agglomeraties en de federaties van gemeenten", heeft de 15e maart 1972 het volgend advies gegeven :

Le projet reprend la substance d'un certain nombre de dispositions du projet de loi organisant les agglomérations et les fédérations de communes (Doc. Chambre, session 1970-1971, n° 868/1), sur lequel le Conseil d'Etat a donné son avis le 31 mars 1971 (ibid., n° 868/12).

Le pouvoir conféré au Roi, par l'article 53 de la loi du 26 juillet 1971, est étendu. Si le Roi doit procéder par analogie aux règles qui sont prescrites pour les mêmes matières par la loi provinciale et par la loi communale, il peut apporter à ces règles les améliorations dont l'expérience a démontré l'utilité. Il est cependant tenu d'observer les règles impératives que la loi du 26 juillet 1971 elle-même a fixées, à savoir : la règle de l'annalité des budgets et des comptes (article 53, § 1er, alinéa 1er), la compétence du conseil d'agglomération ou de fédération pour fixer le budget et arrêter les comptes (même disposition), l'obligation de porter toutes les recettes et dépenses au budget et dans les comptes (article 53, § 1er, alinéa 2), la compétence du Roi pour approuver les comptes des agglomérations et la compétence de la députation permanente pour approuver les comptes des fédérations.

Le projet mélange de manière assez peu logique les dispositions relatives au budget et les dispositions relatives aux comptes; il s'inspire sur ce point trop littéralement de la loi communale. Tout en restant dans les limites de l'analogie, le texte suggéré par le Conseil d'Etat propose un aménagement plus rationnel des dispositions du projet.

.../...

L'article 1er, 1°, du projet considère comme dépenses obligatoires "les frais d'élection ordinaire ou extraordinaire".

Cette disposition devrait être complétée par les mots "sauf la fourniture du papier électoral".

Ce papier est, en effet, fourni par l'Etat (loi du 26 juillet 1971, article 18, alinéa 3); pour les élections communales, la dépense en est supportée par l'Etat (loi électorale communale, article 33, alinéa 5).

L'article 1er, 2°, considère comme dépenses obligatoires "les jetons de présence des conseillers". Si la loi n'interdit pas l'octroi de jetons de présence aux conseillers, si même l'article 35, § 5, alinéas 5 et 6, se réfère à l'éventualité de tels jetons, aucune disposition n'oblige le conseil à accorder des jetons de présence à ses membres. L'article 64 du projet initial faisait de cet octroi une simple faculté, mais l'article 141 faisait figurer les jetons de présence parmi les dépenses obligatoires. Si l'article 61 de la loi provinciale dispose que les conseillers provinciaux touchent un jeton de présence dont le conseil fixe le montant, l'article 74 de la loi communale prévoit seulement que de tels jetons pourront être accordés aux conseillers communaux; ni la loi provinciale ni la loi communale ne rangent ces jetons au nombre des dépenses obligatoires.

Les lois qui habilitent l'autorité de tutelle sont d'interprétation restrictive. A défaut d'une disposition claire et expresse de la loi, les jetons de présence des conseillers d'agglomération et de fédération ne constituent pas une dépense que les lois mettent à charge de l'agglomération ou de la fédération; la mention de ces jetons doit, dès lors, être omise.

.../...

L'article 2 traite du règlement entre agglomération ou fédération de communes, des dépenses obligatoires qui concernent à la fois une agglomération ou une fédération et une ou plusieurs communes. Il est rédigé de manière telle qu'il s'applique non seulement entre une agglomération ou une fédération et les communes qui en font partie, mais aussi entre une agglomération ou fédération et des communes qui n'en font pas partie.

L'article 53, § 2, de la loi habilite le Roi à fixer "la procédure relative aux dépenses intéressant à la fois l'agglomération ou la fédération et une ou plusieurs communes".

L'article 142, alinéa 1er, du texte initial disposait : "Lorsqu'une dépense intéresse, à la fois, l'agglomération et une ou plusieurs communes, le conseil fixe les contributions respectives de l'agglomération et des communes proportionnellement à l'intérêt de chacun". La compétence ainsi attribuée au conseil implique que la disposition n'était applicable qu'entre l'agglomération ou la fédération et les communes qui en faisaient partie.

La loi est ainsi plus large que le projet initial. On observera que la loi ne traite pas des dépenses qui intéressent à la fois deux des institutions qu'elle crée.

Ainsi que le Conseil d'Etat l'a relevé dans son avis sur le projet initial, la décision prise par le Roi ou par la députation permanente en vertu de l'article 2 du projet sera de nature juridictionnelle (page 12). Il importe donc de fixer des règles de procédure, qui consacreraient notamment le droit pour lesparties de faire valoir leurs observations, les délais pour ce faire et la motivation de la décision.

.../...

L'article 4 du projet fait double emploi avec l'article 53, § 1er, alinéa 2, de la loi et doit être omis.

L'article 6, alinéa 1er, du projet dispose :

"Le conseil d'agglomération ou de fédération se réunit, chaque année, avant le 15 juin pour arrêter provisoirement les comptes de l'exercice précédent".

L'article 8, alinéa 2, dispose que les comptes sont soumis à l'approbation du Roi ou de la députation permanente.

La loi du 26 juillet 1971 présente cependant, en ce qui concerne les comptes, une différence importante avec le projet de loi initial qui avait été soumis à l'avis du Conseil d'Etat. Selon ce projet, les comptes des agglomérations devaient être soumis à l'approbation de la Cour des Comptes et celle-ci devait les arrêter définitivement (article 147, § 2); la députation permanente se voyait attribuer les mêmes pouvoirs en ce qui concerne les fédérations. Le Conseil d'Etat avait déduit de ces dispositions que le conseil n'arrêterait que provisoirement les comptes (page 13). La loi du 26 juillet 1971 s'est écartée de ce système en ce que c'est le conseil qui arrête le compte de l'exercice écoulé, sous approbation soit du Roi, soit de la députation permanente, mais elle n'a pas repris la disposition relative à l'arrêt définitif des comptes.

Dans le système de la loi du 26 juillet 1971, le Roi et la députation permanente ne disposent que d'un pouvoir de tutelle d'approbation, et non celui de substituer leurs décisions à celles du conseil d'agglomération ou de fédération.

.../...

L'autorité de tutelle dispose ainsi d'une compétence moindre que celle que le projet initial envisageait d'attribuer à la Cour des Comptes et à la députation permanente. Il en résultera que lorsqu'elle aura refusé d'approuver un poste du compte, le conseil devra, quant à ce poste, prendre une nouvelle délibération et la soumettre à approbation.

De ce qui précède, il ressort qu'à l'article 6, alinéa 1er, du projet, le mot "provisoirement" doit être omis.

L'article 6, alinéa 2, du projet dispose que le conseil se réunit pour délibérer sur le budget. L'article 8, alinéa 1er, dispose que les budgets "doivent être soumis, respectivement, à l'approbation du Roi et de la députation permanente qui les arrêtent définitivement".

L'article 53, § 1er, de la loi du 26 juillet 1971 donne au conseil le pouvoir de fixer le budget, et le paragraphe 2 du même article ne permet au Roi de fixer la procédure budgétaire que par analogie aux lois provinciale et communale.

Les articles 86 et 87 de la loi provinciale n'attribuent au Roi qu'un pouvoir d'approbation, sous réserve que le Roi peut refuser son approbation à un ou plusieurs articles du budget et l'approuver pour le surplus. Le Roi peut également, la députation permanente entendue, porter au budget les allocations nécessaires pour le paiement des dépenses obligatoires.

L'article 141 de la loi communale dispose que le budget doit être soumis à l'approbation de la députation permanente qui l'arrête définitivement, sauf recours au Roi; mais cet

.../...

article doit être mis en rapport avec l'article 133, alinéa 1er, qui limite aux dépenses obligatoires le pouvoir d'inscription d'office de la députation permanente et qui subordonne l'exercice de ce pouvoir à l'audition du conseil communal.

Le projet initial attribuait à l'autorité de tutelle des pouvoirs analogues à ceux qui lui sont reconnus par la loi provinciale et par la loi communale.

On peut, dès lors, admettre que l'emploi des termes "le conseil fixe le budget" à l'article 53, § 1er, de la loi du 26 juillet 1971 ne fait pas obstacle à un certain pouvoir de modification du budget par l'autorité de tutelle.

Ce pouvoir peut s'exercer de deux manières. D'une part, l'autorité de tutelle peut improuver une dépense facultative. D'autre part, elle peut, le conseil entendu, inscrire d'office une allocation destinée au paiement d'une dépense obligatoire. C'est de cette manière que doivent être interprétés les termes "arrête définitivement" que l'article 8 du projet emprunte à l'article 141 de la loi communale.

Ces termes sont cependant peu adéquats en ce qu'ils n'impliquent, par eux-mêmes, aucune limite au pouvoir de l'autorité de tutelle. Il serait préférable de les omettre et de définir avec précision dans l'arrêté les limites de ce pouvoir.

L'article 14, alinéa 3, du projet exige des agents spéciaux de recettes un cautionnement, alors qu'aucune disposition n'en exige du receveur. Le cautionnement est une condition de l'entrée et du maintien en fonctions de l'agent qui y est soumis. Cette question doit, dès lors, être réglée de

.../...

préférence par l'arrêté royal qui fixera des dispositions générales relatives au statut administratif du personnel, à prendre sur base de l'article 46, § 1er, alinéa 3, de la loi du 26 juillet 1971. Si, toutefois, le Gouvernement entendait régler cette matière par le présent projet, il devrait le faire aussi bien pour le receveur que pour les agents spéciaux. Il lui suffirait de reprendre dans un chapitre distinct les articles 129 à 134 du texte proposé par le Conseil d'Etat dans son avis sur le projet de loi initial (page 33). En outre, il faudrait viser au préambule l'article 46, § 1er, alinéa 3, précité.

La décision par laquelle le Ministre de l'Intérieur ou la députation permanente arrêtera le compte de fin de gestion sera une décision juridictionnelle. Le projet devrait, dès lors, être complété par un article réglant la procédure à suivre devant le ministre ou devant la députation permanente (voir l'observation ci-dessus à propos de l'article 2 du projet, ainsi que l'avis du Conseil d'Etat sur le projet de loi initial, page 14).

L'article 17 du projet dispose que l'arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge. Il va de soi, qu'une telle disposition n'aura d'utilité que si l'arrêté est publié après l'installation des institutions nouvelles.

.../...

TEXTE PROPOSE.

CHAPITRE Ier.- DES DEPENSES OBLIGATOIRES.

Article 1er.-

(article 1er du projet, en y ajoutant au 1° les mots "sauf la fourniture du papier électoral", et en omettant au 2° les mots "ainsi que les jetons de présence des conseillers").

CHAPITRE. II- DES DEPENSES INTERESSANT A LA FOIS L'AGGLOMERATION OU LA FEDERATION ET UNE OU PLUSIEURS COMMUNES.

Article 2.-

(article 2 du projet). - Voir, en outre, avis.

CHAPITRE III.- DES BUDGETS ET DES COMPTES.

Section 1ère. Dispositions communes au budget et aux comptes annuels.

Article 3.-

(article 5 du projet).

Article 4, alinéa 1er.-

(article 7, alinéa 1er, du projet, en commençant par les mots : "Dans les 30 jours suivant le vote par le conseil").

alinéa 2.-

(article 8, alinéa 4, du projet).

.../...

Article 5.-

(article 7, alinéas 2 et 3, du projet, en remplaçant "contribuable" par le not "intéressé".

Article 6.-

(article 16 du projet).

Section 2. Du budget et de son exécution.

Article 7.-

(article 6, alinéa 2, du projet, rédigé comme suit :

"Le conseil se réunit avant le 15 septembre pour fixer le budget des recettes et dépenses pour l'exercice suivant").

Article 8.-

(article 8, alinéa 1er, du projet, en omettant les mots "qui les arrêtent définitivement").

Article 9.-

(nouveau, voir avis).

L'autorité de tutelle peut refuser son approbation à un ou plusieurs articles du budget et l'approuver pour le surplus.

Article 10.-

(article 3, § 1er, du projet).

Article 11.-

(article 3, § 2, du projet).

.../...

Article 12.-

(article 9 du projet).

Article 13.-

(l'article 10, alinéas 1er et 2, première proposition, du projet, rédigé comme suit :

"Aucun paiement ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un article figurant au budget ou d'un crédit spécial approuvé par l'autorité de tutelle.

Aucun article des dépenses ne peut être dépassé").

Article 14.-

(l'article 10, alinéa 2, deuxième proposition et alinéas 3 à 5, du projet, rédigé comme suit :

Aucun transfert ne peut avoir lieu sans l'approbation de l'autorité de tutelle.

Toutefois ... (comme le projet),).

Article 15.-

(article 8, alinéa 3, du projet).

Article 16.-

(article 11 du projet, en lisant comme suit la fin de l'article : "immédiatement soumises à l'approbation de l'autorité de tutelle").

Article 17.-

(article 12 du projet).

Article 18.-

(article 13 du projet , en omettant l'alinéa 3 qui fait double emploi avec l'article 14, alinéa 2, du projet).

.../...

Article 19.-

(article 14, alinéa 1er, du projet).

Article 20.-

(article 14, alinéa 2, du projet).

Article 21.-

(article 14, alinéa 3, du projet, en omettant les mots "qui sont tenus de fournir, pour garantie de leur gestion, un cautionnement"). - voir avis.

Section 3. Des comptes.

Article 22.-

(article 6, alinéa 1er, du projet).

Le conseil se réunit avant le 15 juin pour arrêter les comptes de l'exercice écoulé.

Article 23.-

(article 8, alinéa 2, du projet).

Article 24.-

(article 15, § 1er, alinéa 1er, du projet).

Article 25.-

(article 15, § 1er, alinéa 2, du projet).

.../...

Article 26.-

(article 15, § 1er, alinéa 3, du projet).

Article 27.-

(article 15, § 2, alinéa 1er, du projet).

Article 28.-

(article 15, § 2, alinéas 2 et 3, du projet, en mettant à l'alinéa 3 les verbes au singulier dans le texte français).

Article 29.-

(article 15, § 2, alinéa 4, du projet).

Article 30.-

(nouveau, relatif aux garanties procédurales - voir avis).

Het ontwerp neemt de substantie over van een aantal bepalingen van het wetsontwerp houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten (Gedr. St. Kamer, zitting 1970-1971, nr. 868/1), waarover de Raad van State advies heeft gegeven op 31 maart 1971 (ibid., nr. 868/12).

De bevoegdheid welke artikel 53 van de wet van 26 juli 1971 aan de Koning verleent is ruim. De Koning moet weliswaar handelen naar analogie van de regelen die voor dezelfde aangelegenheden zijn voorgeschreven in de provinciewet en de gemeentewet, maar hij mag daarin de verbeteringen aanbrengen waarvan het nut uit de ervaring is gebleken. Hij moet echter de dwingende regelen van de wet van 26 juni 1971 zelf in acht nemen, namelijk : de regel dat ieder jaar de begrotingen vastgesteld en de rekeningen afgesloten worden (artikel 53, § 1, eerste lid), de bevoegdheid van de agglomeratieraad of van de federatieraad om de begroting vast te stellen en de rekeningen te sluiten (zelfde bepaling), de verplichtingen om de ontvangsten en uitgaven in de begroting en in de rekeningen in te schrijven (artikel 53, § 1, tweede lid), de bevoegdheid van de Koning om de rekeningen van de agglomeraties en de bevoegdheid van de bestendige deputatie om de rekeningen van de federaties goed te keuren.

Het ontwerp haalt op een weinig logische wijze de bepalingen betreffende de begroting en die betreffende de rekeningen door elkaar; in dit opzicht leunt het te sterk aan bij de gemeentewet. De door de Raad van State voorgestelde tekst werkt ook volgens analogie maar geeft een rationeler ordening aan de bepalingen van het ontwerp.

.../...

Artikel 1, 1°, van het ontwerp noemt als verplichte uitgaven "de kosten van de gewone of de buitengewone verkiezing".

Deze bepaling zou moeten worden aangevuld met de woorden "behalve de levering van het papier voor de stembiljetten".

Dat papier wordt immers door de Staat geleverd (wet van 26 juli 1971, artikel 18, derde lid) : voor de gemeenteraadsverkiezingen wordt die uitgave gedragen door de Staat (gemeentekieswet, artikel 33, vijfde lid).

Artikel 1, 2°, beschouwt als verplichte uitgave "het presentiegeld van de raadsleden". Al verbiedt de wet niet presentiegeld aan de raadsleden toe te kennen, en al spreekt artikel 35, § 5, vijfde en zesde lid van zodanig presentiegeld, toch verplicht geen bepaling de raad presentiegeld aan zijn leden toe te kennen. Artikel 64 van het oorspronkelijk ontwerp zag die toekenning als een mogelijkheid, maar artikel 141 vermeldde het presentiegeld onder de verplichte uitgaven. Artikel 61 van de provinciewet bepaalt dat de provincieraadsleden een presentiegeld ontvangen waarvan het bedrag door de raad wordt vastgesteld maar artikel 74 van de gemeentewet zegt enkel dat presentiegeld kan worden verleend aan de gemeenteraadsleden; noch de provinciewet noch de gemeentewet rekenen dat presentiegeld tot de verplichte uitgaven.

Wetten die de toezichthoudende overheid machtigen moeten beperkend worden geïnterpreteerd. Als er geen duidelijke en uitdrukkelijke wetsbepaling is, is het presentiegeld van de raadsleden van de agglomeraties en de federaties geen uitgave die bij wet ten laste van de agglomeratie of van de federatie wordt gebracht; de vermelding van dat presentiegeld moet derhalve vervallen.

.../...

Artikel 2 handelt over de vereffening tussen een agglomeratie of een federatie van gemeenten van de verplichte uitgaven die terzelfdertijd betrekking hebben op een agglomeratie of op een federatie en op één of meer gemeenten. Het artikel is zo gesteld dat het niet alleen geldt voor vereffeningen tussen een agglomeratie of een federatie en de gemeenten die daarvan deel uitmaken, maar ook tussen een agglomeratie of een federatie en de gemeenten die er geen deel van uitmaken.

Artikel 53, § 2 machtigt de Koning tot het bepalen van "de procedure betreffende uitgaven waarbij tegelijk de agglomeratie of de federatie en één of meer gemeenten betrokken zijn".

Artikel 142, eerste lid, van de oorspronkelijke tekst bepaalde : "Wanneer een uitgave gelijktijdig de agglomeratie en één of meer gemeenten aanbelangt, stelt de raad de onderscheidene bijdragen van de agglomeratie en de gemeenten vast in verhouding tot hun respectieve belangen". De aldus aan de raad verleende bevoegdheid impliceert dat de bepaling alleen gold tussen de agglomeratie of de federatie en de gemeenten die daarvan deel uitmaken.

De wet is dus ruimer dan het oorspronkelijk ontwerp. Op te merken valt dat de wet niet handelt over de uitgaven waarbij tegelijk twee van de door haar opgerichte instellingen betrokken zijn.

Zoals de Raad van State erop gewezen heeft in zijn advies over het oorspronkelijk ontwerp, zal het bij de door de Koning of de bestendige deputatie genomen beslissing gaan om de uitoefening van een rechterlijke bevoegdheid (blz. 12). Het is dus nodig procedureregelen te bepalen waarin onder meer aan partijen het recht wordt verleend om hun opmerkingen

.../...

te doen gelden, de termijnen daarvoor worden vastgesteld en tevens gezegd wordt dat de beslissing met redenen moet worden omkleed.

Artikel 4 van het ontwerp is een nodeloze herhaling van artikel 53, § 1, tweede lid, van de wet en moet vervallen.

Artikel 6, eerste lid, van het ontwerp bepaalt :

"De agglomeratie- of de federatieraad vergadert ieder jaar vóór 15 juni om de rekeningen van het voorgaande dienstjaar voorlopig vast te stellen".

Artikel 8, tweede lid, bepaalt dat de rekeningen ter goedkeuring worden voorgelegd aan de Koning of aan de bestendige deputatie.

De wet van 26 juli 1971 vertoont echter, wat de rekeningen betreft, een belangrijk verschil met het oorspronkelijk aan de Raad van State voorgelegd wetsontwerp. Volgens dat ontwerp moesten de rekeningen van de agglomeraties ter goedkeuring aan het Rekenhof worden voorgelegd en moest dat Hof ze definitief vaststellen (artikel 147, § 2); de bestendige deputatie kreeg dezelfde bevoegdheid voor de rekeningen van de federaties. De Raad van State had uit die bepalingen afgeleid dat de raad de rekeningen slechts voorlopig zou afsluiten (blz. 12). De wet van 26 juli 1971 is van die regeling afgeweken inzover het de raad is die de rekening van het afgelopen jaar sluit onder de goedkeuring ofwel van de Koning, ofwel van de bestendige deputatie, maar zij heeft de bepaling betreffende de definitieve afsluiting van de rekeningen niet overgenomen.

.../...

In het stelsel van de wet van 26 juni 1971 hebben de Koning en de bestendige deputatie slechts een toezichthoudende goedkeuringsbevoegdheid en kunnen zij hun beslissingen niet in de plaats stellen van die van de agglomeratie- of federatieraad. De toezichthoudende overheid heeft zodoende een geringere bevoegdheid dan het oorspronkelijk ontwerp aan het Rekenhof en aan de bestendige deputatie wilde verlenen. Het gevolg hiervan zal zijn dat de raad, als die overheid mocht weigeren een post van de rekening goed te keuren, daarvoor een nieuwe beslissing zal moeten nemen en ter goedkeuring voorleggen.

Uit dit alles volgt dat in artikel 6, eerste lid, van het ontwerp het woord "voorlopig" moet worden geschrapt.

Artikel 6, tweede lid, van het ontwerp bepaalt dat de raad vergadert om te beraadslagen en te beslissen over de begroting. Artikel 8, eerste lid, stelt dat de begrotingen "ter goedkeuring moeten worden voorgelegd, respectievelijk aan de Koning of aan de bestendige deputatie die ze definitief vaststelt".

Artikel 53, § 1, van de wet van 26 juni 1971 machtigt de raad om de begroting vast te stellen en krachtens § 2 van hetzelfde artikel kan de Koning de begrotingsprocedure alleen bepalen naar analogie van de provincie- en gemeentewet.

De artikelen 86 en 87 van de provinciewet verlenen aan de Koning alleen een goedkeuringsbevoegdheid met dien verstande dat hij zijn goedkeuring kan onthouden voor één of meer artikelen van de begroting en deze voor het overige kan goedkeuren. De Koning kan ook, de bestendige deputatie vooraf gehoord, de toelagen die nodig zijn voor de betaling van de verplichte uitgaven op de begroting brengen.

.../...

Artikel 141 van de gemeentewet bepaalt dat de begroting ter goedkeuring onderworpen moet worden aan de bestendige deputatie die ze bepaald vaststelt, behoudens beroep bij de Koning ; maar dat artikel moet worden samengelezen met artikel 133, eerste lid, dat de bevoegdheid van de bestendige deputatie om uitgaven ambtshalve op de begroting uit te trekken, beperkt tot de verplichte uitgaven en de uitoefening van die bevoegdheid slechts toestaat nadat de gemeenteraad is gehoord.

Het oorspronkelijke ontwerp verleende aan de toezichthoudende overheid bevoegdheden als die welke de provinciewet en de gemeentewet haar verlenen.

Derhalve kan worden aangenomen dat het gebruik van de woorden "stelt de raad de begroting vast" in artikel 53, § 1, van de wet van 26 juni 1971 een bepaalde bevoegdheid van de toezichthoudende overheid om de begroting te wijzigen, niet in de weg staat.

Die bevoegdheid kan op twee wijzen worden uitgeoefend. Enerzijds kan de toezichthoudende overheid goedkeuring onthouden aan een facultatieve uitgave. Anderzijds kan zij, de raad gehoord, een voor het betalen van een verplichte uitgave bestemde toelage ambtshalve op de begroting uittrekken. Zo moeten de woorden "definitief vaststelt" welke artikel 8 van het ontwerp aan artikel 141 van de gemeentewet ontleent, worden verstaan.

Die woorden zijn echter weinig dienstig inzover zij uit zichzelf niet impliceren dat enige beperking wordt gesteld aan de bevoegdheid van de toezichthoudende overheid. Het ware verkieslijk ze achterwege te laten en de grenzen van die bevoegdheid in het besluit nauwkeuriger te omschrijven.

.../...

Artikel 14, derde lid, van het ontwerp eist van de bijzondere agenten een zekerheid, terwijl geen bepaling dezelfde eis stelt voor de ontvanger. De zekerheid is een voorwaarde voor het in dienst komen en blijven van de ambtenaar van wie die zekerheid wordt geëist. Deze aangelegenheid moet derhalve bij voorkeur worden geregeld in het koninklijk besluit dat algemene bepalingen zal vaststellen met betrekking tot het administratief statuut van het personeel, welk besluit zal worden vastgesteld op grond van artikel 46, § 1, derde lid, van de wet van 26 juli 1971. Mocht de Regering deze aangelegenheid echter in het onderhavige ontwerp willen regelen, dan zou zij dat zowel voor de ontvanger als voor de bijzondere agenten moeten doen. Hiertoe zou zij zonder meer in een afzonderlijk hoofdstuk de artikelen 129 tot 134 kunnen overnemen uit de tekst die de Raad van State heeft voorgesteld in zijn advies over het oorspronkelijk wetsontwerp (blz. 33). Bovendien zou in de aanhef moeten worden verwezen naar het reeds genoemde artikel 46, § 1, derde lid.

De beslissing waarbij de Minister van Binnenlandse Zaken of de bestendige deputatie de eindrekening zal afsluiten, zal een beslissing zijn waarbij het gaat om de uitoefening van een rechterlijke bevoegdheid. Het ontwerp zou derhalve moeten worden aangevuld met een artikel tot vaststelling van de procedure die voor de Minister of voor de bestendige deputatie moet worden gevolgd (zie de hiervoren bij artikel 2 van het ontwerp gemaakte opmerking, alsook het advies van de Raad van State over het oorspronkelijk wetsontwerp, blz. 14).

.../...

Artikel 17 van het ontwerp bepaalt dat het besluit in werking treedt de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt. Het spreekt vanzelf dat een zodanige bepaling slechts nut heeft als het besluit wordt bekendgemaakt na de installatie van de nieuwe instellingen.

VOORGESTELDE TEKST.

HOOFDSTUK I. - VERPLICHTE UITGAVEN.

Artikel 1.-

(artikel 1 van het ontwerp, mits onder 1° de woorden "behoudens de levering van het papier voor de stembiljetten" ingevoegd en onder 2° de woorden "alsmede het presentiegeld van de raadsleden" geschrapt worden).

HOOFDSTUK II. - UITGAVEN WAARBIJ TEGELIJK DE AGGLOMERATIE OF DE FEDERATIE EN EEN OF MEER GEMEENTEN BETROKKEN ZIJN.

Artikel 2.-

(artikel 2 van het ontwerp). - Zie verder het advies.

HOOFDSTUK III. -BEGROTINGEN EN REKENINGEN.

Afdeling 1. Gemeenschappelijke bepalingen betreffende de jaarlijkse begroting en rekeningen.

Artikel 3.-

(artikel 5 van het ontwerp).

Artikel 4, eerste lid.

(artikel 7, eerste lid, van het ontwerp mag beginnen met de woorden : "De begrotingen en de rekeningen worden binnen 30 dagen na de aanneming door de raad").

tweede lid.

(artikel 8, vierde lid, van het ontwerp).

Artikel 5.-

(artikel 7, tweede en derde lid, van het ontwerp, maar het woord "belastingplichtige" vervange men door "belanghebbende".

Artikel 6.-

(artikel 16 van het ontwerp).

Afdeling 2.- De begroting en haar uitvoering.

Artikel 7.-

(artikel 6, tweede lid, van het ontwerp, als volgt geredigeerd :

"De raad vergadert vóór 15 september om de begroting van ontvangsten en uitgaven voor het volgende dienstjaar vast te stellen").

Artikel 8.-

(artikel 8, eerste lid, van het ontwerp, maar met weglating van de woorden "die ze definitief vaststelt").

Artikel 9.-

(nieuw, zie advies).

De toezichthoudende overheid kan haar goedkeuring aan een of meer artikelen van de begroting onthouden en deze voor het overige goedkeuren.

Artikel 10.-

(artikel 3, § 1, van het ontwerp).

.../...

Artikel 11.-

(artikel 3, § 2, van het ontwerp).

Artikel 12.-

(artikel 9 van het ontwerp).

Artikel 13.-

(artikel 10, eerste en tweede lid, eerste zinsdeel, van het ontwerp, geredigeerd als volgt :

"Geen betaling mag geschieden dan op grond van een op de begroting voorkomend artikel of van een bijzonder krediet dat door de toezichthoudende overheid is goedgekeurd.

Geen artikel van de uitgaven mag worden overschreden").

Artikel 14.-

(artikel 10, tweede lid, tweede zinsdeel, en derde tot vijfde lid, van het ontwerp, geredigeerd als volgt :

"Geen overschrijving mag geschieden dan met de goedkeuring van de toezichthoudende overheid.

Wanneer echter ... (zoals in het ontwerp) ".

Artikel 15.-

(artikel 8, derde lid, van het ontwerp).

.../...

Artikel 16.-

(artikel 11 van het ontwerp, maar aan het slot leze men : "van het eerste en het tweede lid worden onverwijld aan de toezichthoudende overheid ter goedkeuring voorgelegd").

Artikel 17.-

(artikel 12 van het ontwerp).

Artikel 18.-

(artikel 13 van het ontwerp, maar het derde lid dat onnodig is gelet op artikel 14, tweede lid, van het ontwerp dient te vervallen).

Artikel 19.-

(artikel 14, eerste lid, van het ontwerp).

Artikel 20.-

(artikel 14, tweede lid, van het ontwerp).

Artikel 21.-

(artikel 14, derde lid, van het ontwerp maar met weglating van de woorden "die verplicht zijn, tot waarborg van hun beheer, een zekerheid te stellen"). - zie advies.

Afdeling 3. Rekeningen.

Artikel 22.-

(artikel 6, eerste lid, van het ontwerp).

De raad vergadert vóór 15 juni om de rekeningen van het afgelopen dienstjaar te sluiten.

.../...

Artikel 23.-

(artikel 8, tweede lid, van het ontwerp).

Artikel 24.-

(artikel 15, § 1, eerste lid, van het ontwerp).

Artikel 25.-

(artikel 15, § 1, tweede lid, van het ontwerp).

Artikel 26.-

(artikel 15, § 1, derde lid, van het ontwerp).

Artikel 27.-

(artikel 15, § 2, eerste lid, van het ontwerp).

Artikel 28.-

(artikel 15, § 2, tweede en derde lid, van het ontwerp maar in het derde lid van de Franse tekst plaatse men de werkwoorden in het enkelvoud).

Artikel 29.-

(artikel 15, § 2, vierde lid, van het ontwerp).

Artikel 30.-

(nieuw, betreft de waarborgen inzake procedure - zie advies).

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs :	G.HOLOYE,	président de chambre,
de Heren :		kamervoorzitter,
	G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat,
	F.REMION,	staatsraden,
	P.DE VISSCHER,	assesseurs de la section de législation,
	G.ARONSTEIN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,
Madame :	J.TRUYENS,	greffier.
Mevrouw :		griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.M.DUMONT, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.M.DUMONT, eerste auditeur.

LE GREFFIER DE GRIFFIER, LE PRESIDENT DE VOORZITTER,

J.TRUYENS. G.HOLOYE.